



Recentralisation du RSA : l'Uniopss, au titre d'ALERTE, auditionnée par l'IGAS

Au titre du Collectif ALERTE, Daniel Goldberg (président de l'Uniopss), Henri Simorre (ATD Quart_monde) et Sophie Rigard (Secours Catholique Caritas-France), accompagnés de Charlotte Penit, conseillère technique, ont été auditionnés, le 21 mai, par la mission de l'IGAS chargée d'évaluer le bien fondé de l'expérimentation de recentralisation du versement du RSA en place depuis quelques années dans trois départements (Seine Saint-Denis, Ariège et Pyrénées-Orientales).

 Publié le 21 mai 2026

 De Uniopss

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

BRÈVE

INFO NATIONALE



Daniel Goldberg a pu s'appuyer sur les constats faits par les adhérents de deux Uriopss concernées (Île-de-France et Occitanie), mais aussi sur les retours de situations alarmantes dans les autres territoires, où l'accompagnement des allocataires du RSA n'est pas à la hauteur des engagements pris, notamment dans le cadre de la loi Plein emploi.

Si la recentralisation du versement du RSA peut permettre aux conseils départementaux de se consacrer plus et mieux à l'insertion vers l'emploi des allocataires du RSA, plusieurs exemples locaux démontrent, hors des trois départements expérimentateurs, que les allocataires sont aussi soumis à des contrôles déstabilisants par leur multiplicité, allant à l'encontre d'un accompagnement de qualité dans la durée.

En particulier, les associations demandent à être associées localement et nationalement à la définition de ces accompagnements et à l'évaluation concrète des dispositifs mis en œuvre.